

L'IDENTITE AU SERVICE DU POUVOIR (1867-1920)

Dr Robert L. Philippart

Lorsqu'en 1867 le Traité de Londres exigea le départ de la garnison prussienne et le démantèlement des fortifications, la ville-forteresse de Luxembourg perdait sa base économique traditionnelle. Le Gouvernement était appelé à exécuter le traité sans quoi la survie de l'État était mise en péril. Devenu héritier de friches militaires il devait assumer les frais de démantèlement. Pour sortir de cette crise, le Gouvernement créa une commission qui regroupait des représentants de l'Etat, de la ville, de la Chambre de Commerce, des autorités militaires. Ils étudiaient trois alternatives susceptibles de tirer la ville et le pays de l'impasse. Le premier projet visait la création d'une université privée. Des divergences de vues eurent comme conséquence l'établissement de cette université à Fribourg (CH). La seconde alternative visant la transformation de la ville en cité industrielle s'est révélée utopiste: la ville était dépourvue de richesses du sol, la gare trop éloignée d'un centre dont le faible poids démographique ne justifiait guère l'investissement dans des infrastructures ferroviaires. La couronne d'industries établies autour de la ville était trop diffuse pour garantir à la ville un développement industriel, surtout qu'au sud du pays émergeaient les villes sidérurgiques. La troisième alternative, qui tint compte des besoins du commerce local visait la transformation de la ville haute en centre commercial du pays. Les départements de l'Intérieur et des Travaux Publics prirent en charge cette mission, la municipalité n'ayant qu'à se subordonner à leurs vues et gérer les conflits d'intérêts locaux. Ayant compris d'emblée le risque d'étalement urbain suite à la suppression des fortifications, il fallait assurer à la ville historique la vocation d'espace central. L'entrée dans cet espace dut être rendu

visible par le maintien de certains vestiges de la forteresse transformés en bornes de délimitation (tour du Bock, tours du Rham, portes d'Eich, échauguette du Verlorenkost). A défaut de pareils souvenirs, l'architecture dut prendre un caractère représentatif (place de Paris) qui la distinguait nettement du bâti de périphérie. Le nouveau marché que représente la ville dut être relié à la France, l'Allemagne et la Belgique au moyen d'un réseau de routes nationales – à l'image des voies de chemin de fer qui rayonnent sur la gare de Luxembourg. Pour faire fonctionner au mieux cet espace, les routes nationales s'approchant du centre furent converties en avenues entrelacées par des boulevards. En Europe, à l'époque, ce type de plan radioconcentrique était considéré comme le plus apte à répondre au souci de mobilité urbaine. Une nouvelle topographie réalisée au prix du comblement des fossés, de dérasements d'ouvrages militaires et de l'aménagement de pentes artificielles, permettait une occupation optimale et hygiénique du sol. Ces aménagements conféraient un nouveau sens – et par là une valeur foncière élevée – à un territoire dont l'histoire avait dérobé de tout son sens.

Pour assurer à la ville prospérité et développement, il lui fallait attirer une nouvelle population. Pour y arriver, le Gouvernement se faisait guider par deux experts renommés dans les milieux d'affaires de l'époque, l'Allemand Louis Fuchs qui venait d'urbaniser l'ancienne ville et forteresse de Mons et le Français Edouard André qui avait réussi à convertir une ancienne carrière de gypse en quartier florissant de Paris (buttes de Chaumont). La première décision de choix consista dans la division de l'espace national en deux zones fonctionnelles: la production industrielle fut réservée aux villes neuves du Bassin minier alors que le pouvoir de décision et le cumul des fortunes furent concentrés sur la capitale.

Attirer des habitants fortunés fut une chose, les fixer une autre. Fuchs et André furent des ingénieurs paysagistes, des hommes aussi proches de la nature que de l'économie et des nouvelles techniques. Ces précurseurs des urbanistes connaissaient bien la relation et les désirs du citadin par rapport à la nature et s'inspiraient volontiers de la peinture romantique pour mettre en scène des espaces imaginaires susceptibles de rendre désirable la vie urbaine conciliant les avantages de la ville et de la nature. L'étalement urbain et la ville diffuse actuelle traduisent la perte, pendant des décennies, de cette sensibilité du citadin pour la nature.

André en collaboration avec l'ingénieur luxembourgeois Jean Worré, inventa, à Luxembourg, la hiérarchie des lieux conciliant ville et nature en passant par le parc forestier, la promenade publique, le square, l'allée. L'ingénieur paysagiste français réfléchit aussi la ville en termes de mobilité en divisant la voie publique en zones réservées aux voitures, au tramway, aux piétons, en instaurant des zones de transition entre l'espace public et privé (les jardins précédant les immeubles privés) et en supprimant les angles pointus aux carrefours au bénéfice de rotondes ou de pans coupés. Du coup ces lieux de séparation fonctionnent comme lieux de convergences, d'intersection. Les ingénieurs envisageaient la périphérie comme une grande coulisse préparant et initiant à la découverte du centre ville. Le long des avenues et le long du boulevard Royal (côté ville), les constructions devaient être contiguës et à au moins deux étages. Cette obligation réservait les parcelles à des propriétaires fortunés et présentait une image homogène de la ville. La périphérie lointaine, au prix foncier peu élevé, fut réservée à l'habitat social. Le souci hygiéniste devait casser l'image négative de la ville comme foyer d'épidémies et de promiscuité. Désormais, la cité devient un lieu où prime la qualité de vie. Le concept mis en place joua

sur la mixité des fonctions, de l'habitat, du commerce, des affaires, des services publics. Ecole primaire, bains municipaux, théâtre et promenades publiques firent partie des agréments que devait assurer le quartier du front de la plaine touchant au centre ville. Les terrains remblayés orientés vers l'extérieur accueillèrent des villas, des châteaux en miniature, entourés de parcs privés. Ceux-ci fusionnaient avec le parc public qui assura la transition vers la périphérie, ce lieu rural sur lequel transborde une ville non encore domestiquée. Les quartiers qui entourent le lieu central doivent lui servir de réservoir démographique et éviter toute fonction concurrentielle. Le souci de développer une ville monocentrique faisait échouer les projets de construction d'une cathédrale ou d'un musée national au Glacis, respectivement au plateau Bourbon.

Le logement familial fut considéré comme le mieux approprié et fut décliné sous forme d'hôtel de ville, de villa, de maison ouvrière. Le jardin privé fit d'office partie de ce programme architectural. La ville devait être pittoresque. Ce fut le défi lancé à l'architecture. Effets de surprises obtenus par encorbellements, tourelles, rotondes, flèches, décors et choix des matériaux devaient contrebalancer l'organisation rationnelle de l'espace urbain. L'Etat en donna le ton avec des projets et réalisations d'édifices publics. Luxembourg devait être à la hauteur de ce qui se faisait au niveau international. Des architectes de renommée furent invités : Gédéon Bordiau, von Welzin, Narjoux, Schmieden, Demoget, etc. Les architectes de l'Etat, respectivement de la ville, armés de leurs appareils photos partaient à l'étranger à la recherche de modèles de construction. L'assistance à des colloques internationaux, la lecture d'ouvrages et de revues faisait partie de leur programme d'expériences. L'image que voulait donner le Gouvernement fut donc celle d'un pays moderne et ouvert sur le monde. A cela se rajouta le fait que les architectes luxembourgeois firent

sans exception un cycle de leurs études dans un pays francophone, l'autre dans un pays germanophone. Le département de l'Intérieur veilla scrupuleusement au respect des conditions esthétiques à observer et à l'obligation de construire dans un délai de 3 ans.

Le Gouvernement réfléchit aussi à la mémoire urbaine. Celle-ci n'est basée ni sur la nostalgie ni l'anecdotique. La mémoire ne se constitue qu'après une période de deuil sur une tranche d'histoire révolue. Le deuil crée la distance par rapport à ce qui mérite d'être sauvé. Le vestige du passé qui survit est transformé dans sa vocation initiale pour détenir un lien direct avec les besoins du présent : une caserne transformée en école ou manufacture, un bastion transformé en terrasse panoramique, une tour servant de logement ou de borne limite pour marquer l'entrée dans l'espace central, le style Renaissance du palais grand-ducal qui devint le style officiel du Gouvernement.

Le postulat égalitaire de la Révolution Française s'avéra être le meilleur moteur de la rivalité entre acteurs et bâtiments qui se valent tous. Chaque classe philosophique développa son langage particulier pour se démarquer : les styles médiévaux furent prisés par l'Eglise catholique voulant signaler son ancrage dans l'histoire des sociétés, la Neo-Renaissance devenait le style national d'un Etat soucieux de son caractère laïc, le style des Beaux Arts illustrait la réussite économique, les styles orientaux furent favorisés par les communautés juives et franc-maçonnes, mais aussi par le commerce et les loisirs. L'Etat considérait le style « régional » comme le mieux approprié pour le logement social. Le dénominateur commun à tous ces styles fut leur caractère volontairement international, le recours sans ambiguïtés aux nouveaux matériaux de construction, le souci de vouloir construire à bas prix. Une

touche locale, voire nationale à l'architecture releva avant tout d'un souci protectionniste. L'appartenance à l'espace économique englobant l'Alsace et la Lorraine élargit le champ des fournisseurs. Il fallait se protéger contre la pierre de Jaumont (Metz), plus résistante, plus belle et moins chère, contre l'ardoise belge, le bois allemand. De même, il fallait former l'artisanat pour survivre à une industrialisation rapide des métiers. La création de l'École d'artisans et l'élévation de ceux-ci au rang d'artistes-sculpteurs expliquent le rôle de la sculpture, non seulement comme élément décorateur, mais aussi comme mesure jouant en faveur de la cohésion sociale. L'architecture de l'École d'Industrie et du Commerce, mêlant brique industrielle, pierre de taille et béton précontraint devait familiariser les jeunes avec la beauté et l'efficacité des nouveaux matériaux de construction. Le pont Adolphe devait « sentir le terroir » (Paul Eyschen).

Au même titre que l'œuvre architecturale, la ville devait être à son tour un « Gesamtkunstwerk ». Pensée dans la longue durée et à l'échelle de la mobilité douce, l'urbanisme se souciait davantage de l'homme dans sa relation à l'esthétisme, à la nature, sans pour autant perdre de vue son objectif économique. L'autorité qui décidait de la ville n'était pas démocratique; elle se recrutait essentiellement au sein de la bourgeoisie élue au cens électoral.